



**PROCÈS-VERBAL
REUNION DU COMITE DIRECTEUR
MERCREDI 24 AVRIL 2024**

- *En visioconférence* -

B.O n° 2624

Début des travaux à 14h00

Appel nominal par la Secrétaire Générale

Liste des présents :	
Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Général Adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-Président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de Mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER
Membres	Christine ARNOUX Sylvie CAILLET Lionel CHALENDAR Evelyne CIRIEGI Marc DEBERGHES Laure GAUTHREAU Olivier HIRTZIG Christine KITEGI Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Myrtho MANDE Marie-Noëlle NOULARD Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN
Assistent : Commissaire aux Comptes Directeur Général Directeur Technique National DTN Adjointe Directrice Financière	Georges DE BONDY (en partie) Laurent CIUBINI Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Alexandra LABOUCHEIX

Responsable Juridique Responsable de la coordination des instances Coordinatrice administrative Présidence/Évènementiel Représentante CSE	Antoine FONTAINE Magali TAPRET Valérie GICQUEL Clémence BEGUE
Excusés : Membre Membre Membre	Alain BERNARD Hélène GARDEAU Christelle MIGNE
Absente : Membre	Julie EISSEN

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal et informe que conformément à l'article 9.3.1.1 des Statuts de la Fédération Française de Natation, Julie Eissen n'ayant pas assisté aux trois dernières réunions consécutives du Comité Directeur sans justification, elle est considérée comme démissionnaire. Un courrier lui sera adressé en ce sens.

La ligue Ile-de-France de Natation d'où est issue l'élue démissionnaire proposera une personne à la cooptation pour la remplacer.

1. Accueil du Président

Gilles Sézionale fait part de l'excellente tenue du Giant Open à Nice et à St Germain en Laye qui a réuni un très beau plateau et a bénéficié d'un excellent écho médiatique. Il réitère à cette occasion ses remerciements à Florent Manaudou et Alain Bernard pour leur investissement en qualité d'ambassadeurs de la compétition auprès des athlètes internationaux et de directeur de la compétition.

Il revient ensuite sur la belle inauguration du CAO le 4 avril dernier et met l'accent sur le buzz « positif » sur les réseaux sociaux suite à la chute d'Alexis Jandard lors de son plongeon.

Il évoque également l'actualité du moment dont l'engagement de l'Etat pour permettre la baignade dans la Seine à Paris grâce à différents chantiers engagés pour dépolluer le fleuve. Concernant le nouveau scandale de dopage qui touche la natation chinoise à quelques mois des Jeux Olympiques, il informe que World Aquatics a demandé la réouverture d'une enquête.

2. Affaires financières

2.1 – Arrêté des comptes 2023

Alexandra Laboucheix présente l'arrêté comptable 2023.

Concernant l'atterrissage 2023, arrêté au 15 avril 2024 :

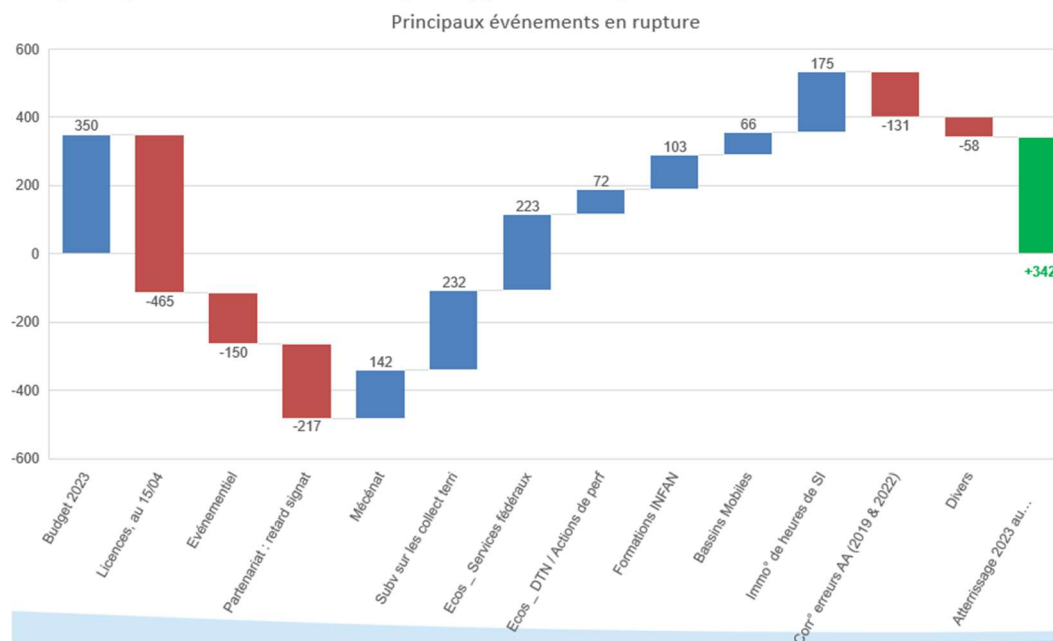
- ✓ Pour rappel, le budget 2023 a été voté en début d'exercice à + 350 K€
- ✓ Au 1^{er} mars 2024, après l'intervention des CAC, nous enregistrons + 247 K€
- ✓ Entre le 1^{er} mars et le 15 avril 2024, comptabilisation des licences souscrites entre le 26/02/2024 et le 15/04/2024, estimées à environ 100 K€
- ✓ Atterrissage au 15 avril 2024 à + 342 K€

A noter que plusieurs faits significatifs ont eu un impact sur ce bilan :

- ✓ **Bassins mobiles** : 12 nouveaux bassins en 2023 pour 6,8 M€
- ✓ **Aquavista** : 725 K€ d'investissement et 614 K€ de mise en service (CRM, site vitrine, DataViz)
- ✓ **Licences** : arrêt des licences 2023-2024 au 15 avril 2024 à 6 181 K€

- ✓ **Partenariat** : signature Flunch et Bioderma en décembre 2023
- ✓ **Giant Open** : 1^{ère} édition déficitaire
- ✓ **Aisance Aquatique** : 136 K€ sur correction d'imputations comptables (2019 et 2022)
- ✓ **Subventions** : signature de subventions avec les collectivités territoriales
- ✓ **Mises à disposition Paris 2024** : refacturation des RH au-delà du budget

Les principaux éléments en écarts par rapport au budget :



Arrêté 2023 par rapport au budget :

GLOBAL

Direction	Dépenses (budget)	Recettes (budget)	Dépenses Réalisé 2023	Recettes Réalisé 2023	Var° vs budget
SPORTIF	8 499 649	6 080 857	8 677 780	6 371 809	-112 822
DAF	4 775 251	11 540 500	4 699 611	11 512 125	-47 265
DRH	4 197 091	30 000	4 462 369	363 732	-68 453
ACC RESEAUX & TERRI	3 381 000	3 050 000	952 353	761 718	-140 365
RAYONNEMENT	2 081 058	2 780 074	2 680 691	3 010 870	368 837
FORMATION	1 085 905	1 183 430	1 026 508	1 221 254	-97 221
DEV PRATIQUE & SANTE	1 059 200	878 500	1 058 559	818 780	59 079
DSI	158 600	45 000	166 365	6 000	46 765
Total général	25 237 754	25 588 361	23 724 235	24 066 287	8 555

Le détail par secteur est ensuite présenté (cf document en annexe).

Richard Lagrave demande des précisions sur la conversion d'heures salariés en investissement. Alexandra Laboucheix explique que les développeurs fédéraux travaillent dorénavant sur le programme Aquavista et participent ainsi directement à la création des actifs. Le temps travaillé est considéré comme

un investissement fédéral ; leur masse salariale est donc immobilisée au prorata de la participation à ce programme.

Philippe Briout demande des précisions sur les subventions des collectivités territoriales non prévues à hauteur de 232 K€ et sur l'absence des fonds de contribution des ligues dans cette présentation.

Concernant les subventions, Laurent Ciubini répond qu'il s'agit essentiellement de subventions de conseils régionaux pour différents projets (formation et exploitation des bassins mobiles). Concernant le fonds de péréquation plongeon celui-ci est intégré au budget du plongeon présenté et représente 40 k€ sur 25 M€.

Philippe Briout pense qu'il serait intéressant de faire apparaître clairement dans la présentation cet investissement des ligues en faveur de la discipline.

Evelyne Ciriégi félicite les équipes fédérales pour ce résultat satisfaisant et demande s'il y a une stratégie de pérennisation des subventions territoriales pour les prochaines années.

Laurent Ciubini confirme que la Fédération travaille en ce sens et poursuivra également son offre de mécénat jusqu'en 2026. L'idée étant de pérenniser les bons résultats sur l'ensemble des secteurs.

Les variations par rapport à 2022 sont ensuite présentées (cf document en annexe).

Le Comité Directeur valide à l'unanimité les comptes 2023.

Bernard Dalmon remercie l'ensemble du service financier ainsi que Georges de Bondy pour le travail réalisé.

2.2 – Intervention du Commissaire aux comptes

Georges de Bondy présente le compte-rendu de la mission d'audit des Commissaires aux Comptes.

Il rappelle en préambule les responsabilités de la Direction et des CAC et le déroulement de la mission.

Il présente ensuite les axes d'amélioration du contrôle interne et les points d'audit sur les bassins mobiles et la continuité d'exploitation.

Le document exhaustif est annexé au présent procès-verbal.

Georges de Bondy se dit très satisfait de ce résultat, de l'organisation mise en place et de l'équipe dirigée par Alexandra Laboucheix, avec en back office Ingrid d'Hostingue.

3. Affaires Administratives

3.1 – Proposition de modifications statutaires et réglementaires

3.1.1- Propositions de modifications apportées aux Statuts et au Règlement Intérieur de la Fédération (en annexe)

Antoine Fontaine précise que les principales modifications découlent des remarques de la Direction des Sports.

Clarification de la composition du CODIR, des critères d'éligibilité et des modalités d'organisation des élections

La composition du Codir : éligibilité, modalités d'organisation des élections, cas de vacance, démission...

Article 8 des statuts : renvoi vers le nouvel article 5 du RI précisant les critères d'éligibilités et les modalités d'élection des collèges spéciaux

Articles 9.2.2 et 9.2.3 des statuts : mise à jour des critères d'éligibilité au collège général du CODIR

Article 9 BIS des statuts : clarification des règles de vacance avec les nouveaux scrutins

Article 16.1 des statuts : Possibilité pour tout candidat de saisir la CSOE (pas uniquement celui positionné en tête de liste)

Articles 4.3 et 9 : compétence des clubs pour révoquer le CODIR

Article 9.2.6 : démission d'office des membres du CODIR

Articles 10, 11.2 des statuts & 10 du RI : réunion à distance et vote électronique

Article 16.5 des statuts : précisions concernant la commission des SHN

Article 6 du RI : prise en compte des délibérations du CODIR visant à porter à 34 le nombre minimum de personnes par liste

Clarification des règles concernant les membres du bureau

Le Bureau Directeur : composition, mandat

Article 12.1 des statuts : définition d'un mandat de plein exercice

Article 12.2 des statuts : le bureau doit être composé d'au moins 8 personnes (dont deux représentants des SHN)

Articles 12 et 13 du RI : référence à la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique

Modifications statutaires et réglementaires diverses

CER, Tahiti, Paris sportifs...

Annexe : ajout du Contrat d'Engagement Républicain

Article 2 des statuts : précision sur les conditions de modification du siège social

Article 5.4 des statuts : précision sur la qualité de membre d'honneur ou bienfaiteur

Articles 20 des statuts & 20.6 du RI : prise en compte particulière de Tahiti, découlant de la convention FFN-FTN

Article 21.5 des statuts : compléments apportés à la rédaction de l'article concernant les paris sportifs

Article 21.4 des statuts : précision concernant la perte de qualité de licencié

Titre VIII des statuts : Modification de l'intitulé du titre

Article 24 des statuts : modification d'une numérotation des articles

Articles 20.4.2 et 21.2 du RI : Suppression du certificat médical

Article 43.2 du RI : règles anti-dopage et résultats en équipe

L'ensemble des propositions de modifications réglementaires apportées aux Statuts et au Règlement Intérieur de la Fédération sont validées par le Comité Directeur.

3.1.2 - Propositions de modifications relatives au règlement disciplinaire (en annexe)

Dispositions relatives à la compétence des organismes de discipline

La compétence exclusive des organismes de discipline nationaux :

2.6.1.2 Compétence matérielle exclusive de l'ODF et de l'OGA

L'ODF en première instance (quels que soient le contexte ou la localisation géographique où ils ont été commis) et l'OGA sont seuls compétents pour prononcer des sanctions concernant des faits de :

- Harcèlement physique ou moral ;
- Maltraitements, dont le bizutage ;
- Tout comportement constitutif de violences sexistes ou sexuelles, sous toutes leurs formes, ainsi que, de manière générale, tout agissement caractérisant une discrimination à l'égard d'autrui en raison de son genre, portant atteinte à sa dignité et susceptible de nuire à son état physique et / ou psychologique.

La compétence territoriale des organismes de discipline :

2.6.2.1. Compétence territoriale de l'ODF

L'ODF est compétent pour prononcer des sanctions concernant des faits qui se sont produits :

- soit au cours ou à l'occasion de compétitions organisées par la FFN, notamment pour la discipline du Water-Polo pour laquelle il se prononce sur les championnats, coupes et trophées de niveau national (sans tenir compte de la catégorie d'âge) ;
- soit dans le cadre de la vie fédérale à l'échelon national ou international.

2.6.2.2. Compétence territoriale des ODR

Sous réserve de ce qui relève de la compétence de l'ODF en application des articles 2.6.1.2 et 2.6.2.1 ci-dessus, les ODR sont compétents pour statuer sur les affaires disciplinaires concernant des faits qui se sont produits :

- soit au cours ou à l'occasion de compétitions organisées par la Ligue régionale ou ses Comités départementaux, notamment pour la discipline du Water-Polo pour laquelle ils se prononcent sur les compétitions de niveau régional (y compris les tours précédant les phases finales en Nationale 3) ou inférieur qui ne sont pas cités à l'article 2.6.2.1
- soit dans le cadre de la vie fédérale à l'échelon territorial.

Benjamin Mercier fait remarquer qu'en absence d'organismes de discipline régionaux, certaines affaires parviennent à l'organisme de discipline fédéral. Il serait bon pour la prochaine mandature de s'assurer que toutes les ligues soient pourvues d'un organisme de discipline régional.

Antoine Fontaine rappelle que cette disposition est une obligation statutaire qui sera rappelée aux ligues. Un accompagnement du service juridique est prévu à cet effet.

Dispositions relatives à la procédure disciplinaire

Le renseignement d'informations nécessaires au bon déroulement de la procédure :

Article 14 : Procédure

[...]Un courriel informant le secrétariat de l'ODF de la présence de toute personne lors de l'audience est requis. Dans le cas contraire et sauf huis clos prononcé par le Président de l'organisme, cette personne pourra assister à l'audience en qualité de spectateur mais ne pourra y prendre part. Si le licencié concerné demande à se faire représenter par une personne de son choix, il devra fournir au secrétariat de l'ODF un mandat de représentation précisant l'identité et la qualité de la personne qui le représentera [...].

Dispositions relatives aux sanctions disciplinaires

L'entrée en vigueur des sanctions propre à la discipline du Water-Polo :

Article 24 : Date d'entrée en vigueur des sanctions et modalités d'exécution

[...] Pour la discipline du Water-Polo les sanctions prises par les organismes de discipline et les sanctions prise en considération du barème des sanctions de références pour lesquelles aucune audition n'est décidée sont exécutoires 24 heures après la notification du licencié concerné et/ou de son club d'appartenance.

La notification de sanction est adressée au club par l'intermédiaire de l'adresse électronique du Président et/ou du correspondant de la structure, identifié et renseigné sur la plateforme Extranat.

Le licencié est notifié de sa sanction à l'adresse électronique renseignée sur la plateforme Extranat. Si l'adresse électronique du licencié est erronée ou n'est pas renseignée sur la plateforme Extranat, il revient au club d'informer le licencié de la sanction disciplinaire le concernant [...].

Le traitement des situations de récidive et du sursis

Le traitement de la récidive et du sursis en discipline générale :

26.1. Traitement de la récidive et du sursis en discipline générale

Les sanctions prévues à l'article 22, autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent être assorties en tout ou partie d'un sursis.

En cas de sanction assortie totalement d'un sursis, la période probatoire commence à la date spécifiée dans la décision notifiée.

L'organe disciplinaire peut décider de prononcer la révocation de tout ou partie d'un sursis dès lors que les faits constituant une nouvelle infraction ont été commis avant l'expiration du délai de prescription et que leur nature se rapproche de celle ayant justifié le prononcé de la sanction initiale.

La sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si, dans un délai d'un à cinq ans après son prononcé, l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction. La durée du sursis est fixée dans le tableau en annexe 2 du règlement disciplinaire.

Toute nouvelle infraction sanctionnée pendant ce délai pourra emporter révocation de tout ou partie du sursis, sur décision de l'organe disciplinaire compétent.

Par ailleurs, la sanction peut être aggravée lorsqu'un assujetti commet, dans le délai énoncé en annexe 2 du présent règlement, une infraction dont la nature se rapproche de celle ayant conduit au prononcé d'une précédente sanction (récidive).

Le traitement de la récidive et du sursis pour le Water-Polo :

26.2. Traitement de la récidive et du sursis en water-polo

Excepté pour le cas spécifique de toute combinaison de deux avertissements ou cartons rouges au cours d'une période continue de douze mois, la récidive est caractérisée lorsqu'une première sanction disciplinaire définitive a été prononcée à l'encontre de l'intéressé depuis moins de douze mois. Tous les cas de récidive feront l'objet de plein droit d'une citation devant l'ODF.

Les sanctions prévues à l'article 22, autres que l'avertissement, le blâme et la radiation, peuvent être assorties en tout ou partie d'un sursis. Corollairement, la sanction assortie d'un sursis est réputée non avenue si l'intéressé n'a fait l'objet d'aucune nouvelle sanction disciplinaire dans un délai de douze mois suivant la

sanction assortie d'un sursis. Toute nouvelle infraction sanctionnée pendant ce délai peut emporter révocation de tout ou partie du sursis, motivée spécifiquement par la nouvelle décision de sanction prise par l'organisme disciplinaire.

Grille des délais de révocation du sursis :

Faits	Délais de révocation du sursis
Suite à réserver aux décisions des arbitres et officiels prises au cours d'une compétition pour faire respecter les règles techniques du jeu, les décisions des organismes de disciplines prises en considération du barème des sanctions de référence dans la discipline du Water-Polo*	1 an
Participation à une épreuve non autorisée par la FFN ; Engagement et participation de licenciés non habilités à être engagés dans une compétition ; Sélection non honorée ; retard d'un athlète se rendant à une sélection ; forfait pour une sélection déclaré hors délais ; Communication à des tiers des informations privilégiées obtenues à l'occasion de leur profession ou de leurs fonctions et qui sont inconnues du public ; Engagement à titre personnel, directement ou par personne interposée, de mises sur des paris sur une compétition auxquels ils sont intéressés directement ou indirectement ;	2ans
Non-respect des Statuts et des Règlements Généraux de la FFN ou règlements sportifs particuliers des compétitions ; Non-respect des Statuts et des Règlements Généraux de la FFN ou règlements sportifs particuliers des compétitions ; Abus ou fraudes constatés lors de la procédure de délivrance de la licence et la participation et/ou la qualification aux compétitions ; Abus ou fraudes constatés lors de la procédure d'affiliation d'un club ; Abus ou fraudes constatés dans l'application des Règlements administratifs et financiers ;	3ans
Harcèlement physique ou moral ; Atteinte à l'intégrité physique et/ou morale d'un licencié de la FFN ; Maltraitements, dont le bizutage ; Violences sexuelles ; Faute contre l'honneur ou la bienséance ;	5ans

Le barème des sanctions de références

Modification de l'appellation du barème des sanctions dites « automatiques » :

Article 23 : Sanctions automatiques consécutives à la violation des règles du jeu et/ou du règlement sportif du water-polo

Les sanctions consécutives à la violation des règles du jeu et/ou du règlement sportif du water-polo revêtent un caractère automatique dans les cas limitativement fixés **par le barème des sanctions de référence annexé au présent règlement**, sous réserve que l'organisme disciplinaire puisse, au vu des observations formulées par la personne poursuivie, statuer sur la réalité et l'imputabilité effective des faits qui lui sont reprochés et prendre en compte les circonstances propres à chaque espèce.

A titre liminaire, les organismes disciplinaires de première instance et l'OGA ne sont pas tenus par ce barème dans le cadre de leur traitement des dossiers disciplinaires.

Ainsi, par exception aux dispositions de l'article 22, lors d'un match de water-polo, tout licencié exclu (EDA – à l'exception de l'EDA pour joueur illégal -, EDA 4, EDA 4+P, carton rouge) par décision de l'arbitre est automatiquement sanctionné conformément au barème énoncé dans le tableau en annexe du présent règlement, sans préjudice de sanctions plus graves pouvant intervenir après examen :

Annexe 1 : Barème des sanctions de référence

DÉCISION ARBITRALE	MOTIF	SANCTION DISCIPLINAIRE AUTOMATIQUE
EDA ou carton rouge (joueur)	<ul style="list-style-type: none"> - Pour contestations de l'arbitrage (VI.9.13) ; - Pour refus d'obéissance, jeu déloyal, agressivité, inconduite – y compris sortie du champ de jeu sans autorisation –, langage inacceptable, propos incorrects, manque de respect envers l'arbitre, conduite contraire à l'esprit du jeu, jeu dangereux ou jeu agressif (VI.9.13) - Pour gêne dans l'exécution d'un penalty (VI.9.17) 	Avertissement

L'ensemble des propositions de modifications règlementaires apportées au règlement disciplinaire de la Fédération sont validées par le Comité Directeur.

3.1.3 - Propositions de modifications relatives au règlement financier de la saison 2024/2025

Alexandra Laboucheix présente les projets d'évolutions du règlement financier pour la saison 2024/2025.

- ✓ **Primes record** : mise en place de primes record pour les petits bassins, valorisées à 50% de celle des grands bassins.
- ✓ **Transferts** : harmonisation du nombre de tarifs entre les disciplines, ainsi que des tranches d'âge à prendre en compte.
- ✓ **Manquement à l'obligation de licence** : hausse de 20% de l'amende prévue, avec reversement de cette augmentation à la ligue d'appartenance.
- ✓ **Aides aux structures d'Outre-Mer** : ajustement de l'enveloppe conformément au budget voté à hauteur de 50K€.
- ✓ **Natation Artistique** : mis en place d'un seul tarif d'engagement et de la gratuité des engagements pour le club organisateur.
- ✓ **Eau Libre / Eau Glacée** : hausse des tarifs d'engagement
- ✓ **Plongeon** : pas de modification
- ✓ **Natation Course et Water-Polo** : en attente des propositions de modifications.

Les propositions n'étant pas finalisées, la version définitive sera adressée au Codir pour validation électronique dans les prochaines semaines.

Richard Lagrave et Patrick Trioen s'interrogent sur les modifications proposées pour la natation artistique. Laurent Ciubini explique que les organisations de la discipline restent à l'équilibre, la gratuité des engagements pour le club organisateur étant compensée par la légère hausse du tarif d'engagement. Concernant la gratuité accordée aux organisateurs, il s'agit d'une demande du CC Natation Artistique visant à pallier le déficit d'organisateurs, qui relève plus du geste symbolique que financier.

Denis Cadon : qu'en est-il des droits d'entrée des CF Elite pour 2025, fixés à 100K€ pour Chartres en 2024 ? Laurent Ciubini répond qu'il s'agit d'un débat que nous devons encore avoir. Si nous voulons des prestations de qualité, à l'instar du Giant, nous devons y réfléchir, en lien avec l'organisateur local.

Lazreg Benelhadj se dit totalement en phase sur le fait que si nous voulons attirer de futurs investisseurs, nous ne pouvons pas baisser le niveau de qualité des compétitions qui est en train d'être mis en place.

Gilles Sézional : le but est effectivement de trouver de nouveaux partenaires et le fait d'être dans un cadre valorisant est primordial. Nous devons plutôt upgrader nos prestations sur les CF Elite et surfer sur les succès des JO de Paris.

Marc Deberghes : si nous devons bien entendu rendre nos championnats « plus sexy », il nous faut néanmoins fléchir différemment ces 100K€ en les valorisant sur des actions concrètes.

Laurent Ciubini : Tout à fait d'accord avec Marc. Nous nous adapterons néanmoins aux territoires et à leurs diversités.

3.2 – Point sur la préparation de l'Assemblée Générale 2024 à Nice

- *Validation de l'ordre du jour (en annexe)*

Le Comité Directeur valide l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

- *Validation des modalités de vote*

Le Comité Directeur valide le vote à main levée lors de la prochaine Assemblée Générale de Nice.

3.3 – Elections Fédérales 2024

- *Validation de la Société de vote électronique*

Antoine Fontaine présente le résultat de la consultation des Sociétés de vote électronique.

La FFN a démarché 4 prestataires de vote pour une mise en concurrence :

- Gedivote
- Néovote
- Voxaly
- Voteer

La Commission d'Appels d'Offres de la Fédération propose de retenir la Société Gedivote comme prestataire.

Ses points forts :

- Un accompagnement personnalisé tout au long de la période de vote
- Une expérience avec d'autres fédérations et prestataire de la FFN lors des dernières élections
- Un scrutin sécurisé de niveau II des recommandations de la CNIL
- Coût : 19 680 € TTC
- Personnalisable et intuitif

Ce prestataire de vote pourra être utilisé dans les ligues.

- *Validation des dates des AGE régionales (en annexe)*

La seule ligue qui ne respecte pas le calendrier est la ligue Guyane mais étant sous tutelle de la Fédération, cela ne pose pas problème.

Le Comité Directeur valide les dates des AGE régionales de ligues.

3.4 – Point sur l'AO Assurance

Antoine Fontaine présente le bilan intermédiaire des réponses reçues suite au dépôt de l'Appel d'Offres.

- ✓ **Maïf – 153k€**
- ✓ **Howden/ Axa – 173k€**
- ✓ **MDS Conseil / MMA – 157k€**
- ✓ **WTW / Allianz – 201k€**
- ✓ **Helmet / Generali – 272k€**
- ✓ **Marsh / THHCC – Helvetia – 210k€**

- ✓ La Fédération est accompagnée tout au long de la procédure par Guillaume ALDIN, conseiller en assurances auprès de plusieurs fédérations, pour l'analyse technique des offres.
- ✓ La MAIF, AXA et MMA ont été reçues en entretien.
- ✓ On constate une augmentation des primes par rapport aux tarifs actuels (+20% minimum) et une perte du partenariat.
- ✓ Réponse sous 10 jours

Laurent Ciubini précise que sur l'aspect budgétaire la Fédération a anticipé une baisse du partenariat lors de l'établissement du budget mais les équilibres économiques devraient être profondément modifiées.

Marc Deberghes : quid des attestations d'assurance pour les organisations fixées au mois de septembre ?
 Antoine Fontaine répond que la MDS ne couvre les attestations que jusqu'au 31 août. Il faudra attendre que le nouvel assureur soit désigné afin d'obtenir une attestation.

4. Affaires sportives

4.1 – Sélections pour la COMEN 2024 (en annexe)

Le Comité Directeur valide les sélections pour la COMEN 2024.

4.2 – Sélections pour les Championnats d'Europe Juniors 2024 à Vilnius (en annexe)

Le Comité Directeur valide les sélections pour les Championnats d'Europe Juniors 2024.

4.3 – Validation des critères de sélection Eau Libre 2024 (en annexe)

Julien Issoulié précise les principaux points :

- Avoir réalisé un temps de référence en bassin comme prérequis avant la sélection
- Il ne suffit plus d'être second : nécessité de réaliser un temps proche de celui du premier
- Mise en place de plusieurs regroupements du collectif avec différents axes de travail : technique de nage, stratégie de course, ravitaillement, aspect physio et rôle des coaches.

Le Comité Directeur valide les critères de sélection Eau Libre 2024.

4.4 - Sélection des Championnats d'Europe d'Eau Libre à Belgrade (en annexe)

Julien Issoulié présente les sélections pour les Championnats d'Europe Eau Libre.

4.5 - Format des critères de sélections pour les JO

Julien Issoulié présente pour information les modalités de sélections format CNOSF, telles que validées à l'unanimité par le Bureau le 17 avril dernier.

4.6 - Désignation des porte-drapeaux JO 2024

Julien Issoulié rappelle les modalités de candidatures pour être porte-drapeaux pour les Jeux Olympiques de Paris 2024, dans la limite d'une femme et d'un homme par fédération, avec un rôle de capitaines d'équipe et de porte-paroles, avec pour condition notamment d'être reconnu(e) par ses pairs, accompli(e) et Olympien(ne) (cf document en annexe).

3 candidatures ont été reçues :

- Charlotte Bonnet

- Mélanie Hénique
- Florent Manaudou

Les deux candidatures féminines sont mises au vote du Comité Directeur.

Le Comité Directeur valide les candidatures de Charlotte Bonnet et de Florent Manaudou

5. Validation du règlement Natation Estivale 2024 amendé (PV CC Pratique saisonnière du 27 mars 2024)

Le Comité Directeur valide le PV du CC Pratique saisonnière du 27 mars 2024 et le règlement de Natation Estivale 2024.

6. Questions diverses

6.1 - Philippe Briout a la tristesse de faire part du décès de Madame Corine Olivier Présidente déléguée de la Ligue Normandie le dimanche 21 avril 2024.

Le Comité Directeur présente ses plus sincères condoléances à la famille et à la Ligue de Normandie de Natation.

6.2 - Denis Cadon demande la confirmation des dates des Championnats de France 25m à Montpellier

Julien Issoulié confirme que les Championnats de France 25m se tiendront du 31 octobre au 3 novembre 2024 comme validé précédemment.

7. Clôture des travaux par le Président

Gilles Sézional remercie les membres du Comité Directeur pour les échanges et donne rendez-vous à ceux qui le souhaitent au CAO pour les tests events de Natation Artistique, Plongeon et Water-Polo à compter du 3 mai prochain.

Clôture des travaux à 17h45.

La secrétaire générale

Dominique CUPILLARD

le Président

Gilles SEZIONALE